

Fédéchoses



Fédéchoses - *F001*

n° 1

DANS CE NUMERO :

- . Editorial : Il est né...
- . La Gauche, "tous les autres" et nous. (B. Barthalay)
- . Etat-fort national ou Etat-fort Européen. (M. Morin)
- . De Montsegur à l'Europe. (Jordan)
- . Au sujet du Larzac. (B. Lesfargues)
- . Proposition J.F.E. - Rhône-Alpes.
- . Proposition de Lyon et Milan à leurs villes jumelées.
- . 2° Congrès Européen de la J.E.F.
- . Séminaire "Presse et Information".
- . Communiqués de presse et motions de la J.E.F. et de l'U.E.F.
- . Lettre de Grèce.

Bulletin de liaison fédéraliste, à l'initiative des groupes de Lyon et Paris de la Jeunesse Européenne Fédéraliste.

Ronéotypé par nos soins.

EEEEEEEEEEEE
EEEEEEEE
EEEEEEEE
EEEEEEEEEEEE

6, Rue de Trévise
75009 - Paris.

JEUNES FEDERALISTES EUROPEENS (J.E.F.)

+++++
E D I T O R I A L
+++++

IL EST NE...

Deux groupes français de la J.E.F., celui de Lyon et celui de Paris, viennent de prendre l'heureuse initiative de publier Fédéchoses, et m'ont demandé de le présenter à ses premiers lecteurs. Ceux de mes amis qui ont conçu Fédéchoses n'ont pour lui qu'une ambition modeste : porter remède à l'un des maux dont souffrent les jeunes fédéralistes plus encore que leurs anciens, la dispersion. Les groupes de la J.E.F. ont sans le savoir beaucoup en commun, mais ce qui les sépare est loin d'être négligeable si bien qu'ils ne peuvent parler d'une seule voix aux autres organisations politiques de jeunes. Ils ne le pourront qu'au terme d'un long et difficile débat interne, quand la J.E.F. se sera donné une ligne théorique, politique et stratégique cohérente.

Aussi les groupes fondateurs ouvriront-ils à tous les jeunes fédéralistes français les colonnes de Fédéchoses pour en faire le véhicule de ce débat. A la rentrée des vacances, deux échéances importantes nous attendent : le premier stage européen de formation de nos militants et notre congrès national.

Si le congrès le décide, Fédéchoses deviendra l'organe de la J.E.F. en France. C'est pourquoi, dans l'immédiat, les militants qui ont écrit dans ce premier numéro l'ont fait dans le respect des statuts de la J.E.F., mais en leur nom propre et sans engager l'organisation.

Si Fédéchoses devient l'organe de la J.E.F. en France, il réservera ses colonnes éditoriales au président de l'organisation, qui y exprimera, pendant la durée de son mandat, la ligne politique sur laquelle il aura été élu.

Ainsi, l'éditorial sera le point de repère autour duquel viendront s'articuler peu à peu des contributions de moins en moins divergentes de militants et de groupes de militants.

Longue vie à Fédéchoses !

B. Barthalay

o o o o o o o o o o o

Tout courrier pour Fédéchoses est à adresser aux :

JEUNES FEDERALISTES EUROPEENS
(région parisienne de la J.E.F.)
6, rue de Trévisse - 75009 Paris.

o o o o o o o o o o o

Les groupes de Lyon et Paris ne pourront pas indéfiniment porter seul le poids financier de Fédéchoses. Nous souhaitons que tous les autres groupes JEF se sentent aussi concernés et nous aident... aussi en matière de financement du bulletin.

Chèques barrés au nom de Monsieur Jean-Marie DUBOS
à envoyer à l'adresse des J.F.E. - Paris.

LA GAUCHE, "TOUS LES AUTRES" ET NOUS.

+++++

"Tous les autres" ont gagné. Pompidou garde la majorité. Mais l'équation de son pouvoir a varié. Le Gaullisme a perdu les voix de gauche qui se portaient sur De Gaulle. La façade d'indépendance nationale se lézarde. Mais l'Etat autoritaire est sauf. Au fond, la France électorale est stable et l'U.D.R. n'est qu'un R.P.F. rénové où l'Européisme affiché et les concessions à peine voilées à l'Amérique s'ajoutent aux institutions d'un Etat techno-bureaucratique centralisé et à l'anticommunisme le plus violent pour ramener tous les modérés au bercail de la droite coalisée.

L'Union de la gauche a perdu. Une bataille seulement si elle sait tirer la leçon de cet échec. Pour gagner, elle doit capter à son profit les voix réformistes et européennes gagnées à l'après-gaullisme sans pour autant s'alliéner le courant socialiste autogestionnaire. Elle doit vouloir l'"autre Europe, le socialisme dans l'Europe. C'est un choix difficile, qui incombe d'abord aux communistes : le choix d'une Europe occidentale, unie, démocratique, ouverte, indépendante, qui ait "des rapports d'amitié avec l'U.R.S.S. et les pays socialistes comme avec les Etats-Unis et établisse des rapports nouveaux avec les pays en voie de développement" (Comité Central du P.C.I. du 9 février 1973); le choix de la "démocratie avancée", d'un supplément de démocratie, du passage de la démocratie représentative à la démocratie fédérale, dans, par et pour cette Europe-là. C'est à ce prix seulement que les communistes, et par voie de conséquence la gauche unie, seront reconnus comme parti de gouvernement.

Maintenant que les gaullistes orthodoxes ne peuvent plus à eux seuls mettre le parlement en coupe réglée et que l'homme de droit le mieux placé pour les présidentielles est un européiste (Giscard), le refus imbécile des élections directes a dans la classe politique des assises moins solides. Cependant la mobilisation contre le dessein confédéral de la triarchie franco-germano-britannique, contre l'Europe technocratique et réactionnaire du capital mondial passe plus que jamais par l'union populaire, par l'unité de tous les antifascistes pour l'Europe des citoyens et des travailleurs.

La rupture avec l'Etat techno-bureaucratique et le contrôle de la production par les travailleurs ne sont plus possibles dans le cadre national. L'autogestion n'est qu'un vain mot d'ordre à moins de signifier socialisme et liberté réconciliés dans le fédéralisme. Le choix est simplissime : une Europe confédérale, dominée et exploitée, dominante et exploiteuse, sous la double hégémonie américaine-soviétique ; l'Etat-nation exécuteur des basses oeuvres des multinationales : répression policière et démantèlement du territoire ; une collection de pions nationaux sur l'échiquier des impérialismes compli- cés ; un continent menacé de finlandisation, de balkanisation, de paupérisation relative, voire absolue : d'est la mort ; une Europe démocratique, où l'articulation fédérale du pouvoir reconnaîtrait aux citoyens et aux travailleurs le droit de contrôler la production et, dans l'Etat, de décider démocratiquement à tous les niveaux : c'est la vie, la vie changée.

Choisir l'Europe aujourd'hui ne signifie plus se mettre à l'abri du parapluie américain pour protéger les libertés formelles de l'avance des chars soviétiques. C'est un choix de société : d'un côté, les technocraties nationales, les libertés menacées et d'intolérables privilèges ; de l'autre, la démocratie européenne, un socialisme à visage humain, espérance des nouvelles couches moyennes salariées et de la jeunesse généreuse.

Les élections françaises ont révélé les éléments de mobilité de la politique française (aile gauche du P.S., P.S.U., C.F.D.T., un communiste comme Juquin etc.). Le courant socialiste autogestionnaire est le noyau vif de l'union populaire. C'est avec lui que les fédéralistes doivent prendre langue sans attendre. Mobiliser ces éléments en un contre-sommet n'est pas une mince affaire. La stratégie fédéraliste de lutte pour la Fédération européenne et une stratégie européenne de lutte pour ce socialisme-là ne pourraient elles pas aller du même pas. Et si, de ce pas, la gauche française gagnait les présidentielles et le peuple européen sa bataille constitutionnelle.

En France, les fédéralistes se sont donnés le premier moyen de cette bataille : une pétition pour l'élection directe du Parlement européen et la constitution de la Fédération européenne. Mais le succès de cette pétition dépend aussi de la contribution qu'y apporteront les syndicats, les pouvoirs locaux et toutes les forces populaires et démocratiques.

C'est sans tarder qu'il faut les mobiliser tout à la fois contre le service militaire obligatoire, pour la reconnaissance des droits civiques et syndicaux des travailleurs immigrés, pour le contrôle de la production par les communautés, pour la décolonisation de la province, bref pour l'autre Europe.

Bernard Barthalay.

+++++

Les Jeunesses Européennes Fédéralistes d'Aquitaine (6, Cours de l'Intendance - 33 Bordeaux) ont organisé du 14 au 22 avril à Saint Jean de Luz - Ciboure un séminaire franco-allemand sur le thème : "L'élargissement de l'Europe ; impact sur les structures françaises et allemandes".

Nous espérons pouvoir en publier un compte-rendu dans le prochain numéro.

+++++

Les Jeunes Fédéralistes Européens de Gascogne (16, rue d'Ossat - 65 Tarbes) organisent cet été un voyage d'études et un stage sur la formation permanente en R.F.A. et au Danemark.

Nous espérons également en reparler.

+++++

Les Jeunes Fédéralistes Européens Rhône-Alpes (26, rue Sala - 69002 Lyon) organisent un stage international pour la formation des cadres et militants de la JEF en septembre à Lyon. (6 au 9 septembre 1973).

D'autres renseignements suivront.

ETAT - FORT NATIONAL OU ETAT - FORT EUROPEEN.

+++++

Face à l'accentuation des luttes sociales en Europe et dans le cas d'une menace d'accès au pouvoir des partis de gauche, les bourgeoisies nationales européennes ne disposent plus que d'une solution : un Etat-fort.

La guerre internationale comme dérivatif apparaît comme une solution suicidaire dans le contexte atomique et il est peu probable que la "mobilisation" des esprits contre la pollution aboutisse à freiner les luttes pour le changement de société.

Mais l'Etat-fort des bourgeoisies en Europe peut présenter deux formes :

- une forme fascisante, nationale ;
- une forme fédérale, européenne.

Le renforcement et le durcissement des pouvoirs nationaux bénéficient de plusieurs instruments et de plusieurs techniques.

Sur le plan idéologique : l'utilisation du mythe national a montré son efficacité en 1968 avec le rappel des "forces nationales" contre l'extérieur et ses agents. La campagne contre D. Cohn-Bendit et les panneaux des manifestants du 30 mai l'ont prouvé

Sur le plan policier : les forces spéciales anti-émeutes se sont multipliées (C.R.S., Celere, Tireurs d'Elite...) et ont augmenté en nombre. Le matériel anti-manifestation s'est sophistiqué et amélioré, il comporte de nombreuses armes dites non-léthales (casse-noisettes, sac à haricots...), mais cela ne veut pas dire que les matraques n'entreront plus en service.

Sur le plan militaire : la main mise par l'armée sur de nombreux secteurs menace les libertés particulièrement en France.

"La Défense Opérationnelle du Territoire est organisée pour éviter tout retour aux événements qui ébranlèrent la nation en mai 1968" (M. Fanton, Le Monde du 28.I.70).

De plus l'ordonnance du 7 janvier 1969 menace implicitement le droit de grève. L'article 6 prévoit un droit de réquisition des personnes, des biens et des services sur les personnes assujetties au service de défense dépendant de la juridiction militaire (Art. 42, 38 et 39). L'armée contrôle une part croissante de la vie économique et sociale en France : premiers ministres; anciens militaires ; poids des industries d'armement ; entrée d'anciens militaires aux postes de commandement dans l'industrie et les services.

Sur le plan politique : Les forces extrémistes de droite malgré des défaites électorales (N.P.D. en Allemagne, M.S.I. en Italie, Front National en France) existent et pourraient se renforcer ou être renforcées en cas de besoin. Il ne s'agit pas de procéder à une dramatisation de la situation, car dans le maintien de l'ordre par un Etat-fort il existe toute une gamme de nuances dans la répression et il n'est pas possible de prévoir à quel stade elle s'arrêterait. L'évolution de la Grèce en 1967 doit cependant rester présente dans tous les esprits.

En fait si l'Etat-national fort offre beaucoup d'avantages pour chaque bourgeoisie nationale, une autre solution existe pour elles : L'Etat-fédéral européen.

Cette approche du pouvoir fédéral européen va à l'encontre de toutes les analyses et de toutes les conclusions des fédéralistes européens. Ceux-ci ont tendance à appliquer mécaniquement une équation, sincère sans doute, mais politiquement fautive, à savoir :

Europe Fédérale = Démocratie

.../...

C'est ne pas tenir compte de la situation en Europe à l'heure actuelle ni surtout des leçons de l'histoire de la Fédération américaine.

Le passage de la Confédération à la Fédération en Amérique en 1787 s'est produit alors que les tensions sociales étaient très vives. Par exemple dans le Massachusetts une émeute avait conduit, entre autres, au siège du palais du gouvernement. D'où un vent de panique chez les possédants ce qui amena l'un d'eux, Washington, à déclarer : "notre pays a besoin d'un Etat-fort".

Les articles du "Le Fédéraliste" ont évoqué très précisément ce qu'attendaient les possédants des divers états (1).

Le Fédéraliste n° IX, rédigé par Hamilton, présente "l'utilité de l'Union contre les factions et les insurrections" (2). S'appuyant sur un texte de Montesquieu (Esprit des Lois, Livre 9. Chapitre I) il rappelle que "s'il arrive quelque sédition chez l'un des membres confédérés, les autres peuvent l'appaiser. Si quelques abus s'introduisent quelque part, ils sont corrigés par les parties saines". Madison a précisé dans Le Fédéraliste n° X (3) que l'origine des factions et des abus avait pour source principale l'inégale distribution de la richesse. Il était très conscient du choix entre dictature et Etat fédéral et il affirme : "il serait fou de détruire la liberté (...) sous prétexte qu'elle entretient les factions". La fédération présente par contre l'avantage suivant : "la fureur pour (entre autres) l'abolition des dettes, pour le partage égal des propriétés ou pour tout autre projet absurde désastreux s'empare plus difficilement du corps entier de l'Union, que de l'un de ses membres particulier". (4)

Il ne s'agit pas de procéder à un placage mécanique de cette évolution du XVIII^e siècle sur celle possible en Europe au milieu du XX^e, mais une étude des constitutions fédérales actuellement en vigueur dans le monde (Etats-Unis, Suisse, Australie...) montre que l'Etat fédéral détient la responsabilité et le pouvoir ultime pour le maintien de l'ordre intérieur (5).

Quels avantages les bourgeoisies nationales européennes trouveraient-elles dans la mise en place d'une Europe fédérale ?

Il faudrait procéder à une étude minutieuse du rapport de forces avant de dresser ce tableau, mais nous nous limiterons ici à une brève énumération par manque de place.

Les tenants du pouvoir économique et politique peuvent espérer un renforcement de leur pouvoir du fait de la coïncidence entre le cadre d'action économique (déjà européen) et le nouveau cadre politique. Dans ce nouveau pouvoir politique les forces révolutionnaires et de gauche verraient leur représentation diminuer (les partis communistes en particulier). Le passage à l'Europe pourra servir de dérivatif en cas de crise interne grave.

P. Jérôme dans Politique Hebdo (n°70) se pose le problème mais sans entrevoir de solution. D'après lui, "en faisant de l'exécutif présidentiel le centre du pouvoir politique, la bourgeoisie avait réussi à élever une défense efficace contre les résultats d'une élection législative malencontreuse. Mais elle n'a pu trouver jusqu'à présent les moyens de préserver l'institution présidentielle de l'offensive électorale de la gauche".

En fait le déplacement des centres de pouvoir du niveau national au niveau européen assurerait en cas de besoin un maintien au pouvoir des forces capitalistes.

Cela est très possible car "l'Europe", la solution européenne, font déjà partie de l'arsenal idéologique de la classe capitaliste en Europe. Mais elle ne choisira cette voie que si elle lui offre plus d'avantages que l'Etat-national fort.

Cela pose un problème grave aux fédéralistes européens qui ont opté pour une société de type socialiste.

Modifier la perspective politique finale, c'est-à-dire passer de la volonté de création d'une Europe fédérale à la lutte pour une Europe fédérale socialiste, implique la modification des perspectives stratégiques et des choix tactiques.

Cela suppose une analyse de la forme de socialisme souhaitée par les fédéralistes et, à partir de là, il sera possible de définir quelques lignes d'action essentielles.

Cette question sera abordée dans un prochain article.

Michel Morin.

± Les notes numérotées annoncées au cours de l'article se trouvent page suivante.

+++++
 +++++
 +++++

Collection :

"Les problèmes de la lutte politique dans la société moderne"

- 1 - La Raison d'Etat.
- 2 - L'Europe pour quoi faire ?
- 3 - Le Mouvement Fédéraliste Européen.
- 4 - Le Problème Monétaire et le Problème Politique Européen.

4 fascicules actuellement disponibles :

1,50 FF. pièce (port compris)

1,00 FF. pièce (port compris) à partir de dix exemplaires.

Adressez vos commandes aux J.F.E. Rhône-Alpes ou Région Parisienne.

+++++

Tous les groupes de jeunes fédéralistes peuvent nous adresser un exemplaire des documents politiques, théoriques ou stratégiques qu'ils ont élaboré, de manière à nous permettre de les signaler dans Fédé-choses à l'attention des autres groupes.

+++++

Revue de Politique : "Le Fédéraliste"

4 numéros par an ; abonnement 20 FF.

Rédaction lyonnaise : B. Leafargues

36, rue des Essarts - 69500 Bron.

C.C.P. : 5654.32, 69500 Bron.

+++++

NOTES :

(1) : "Le Fédéraliste" par A. Hamilton, J. Jay et G. Madison
Paris - Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence.
Bibliothèque de textes et études fédéralistes. Tome I

(2) : "Le Fédéraliste" Article IX ; pages 58 à 65.

(3) : "Le Fédéraliste" Article X ; pages 66 à 76.
Citation, Le Fédéraliste page 69.

(4) : Citation Le Fédéraliste page 76.

(5) : "Etudes sur le Fédéralisme" Robert A. Bowie et Carl J. Friedrich.
Paris - Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence.
Bibliothèque de textes et études fédéralistes. Tomes III et IV

o o o o o o o o o o o o o o o o

DE MONTSEGUR A L'EUROPE
+++++

Nous reprenons ici un
texte et des illustrations
publiés dans l'Echo des Cor-
bières, et remercions sa di-
rection de bien avoir voulu
nous y autoriser.

Texte de JORDAN ;

Illustrations de J.L. SEVERAC.



51, Avenue Wilson - LÉZIGNAN-CORBIÈRES - 11 200

Ce texte nous semble important à plus d'un titre et principale-
ment à cause de la conformité des analyses menées séparément par les
Comités d'Action Viticole (dont l'Echo des Corbières est la tribune
officielle) et par les fédéralistes.

Ce texte de Jordan, et l'article de Bernard Lesfargues sur le Larzac
nous semblent profondément complémentaires.

+++++

de MONTSEGUR à l'EUROPE

UNE CERTAINE IDÉE DE LA FRANCE I



— « Ce n'est pas sérieux, voyons, à l'heure où se construit l'Europe, me répondait-on récemment... »

« Demain, tous nos enfants, du Danemark à la Sicile, parleront la même langue, regarderont les mêmes programmes de télévision... »

« Vous n'êtes que des trouble-fête anachroniques avec vos patois barbares et vos révolutions de clochers, ajoutait mon interlocuteur... »

« Fini le provincialisme, la nostalgie folklorique, il faut regarder devant. »

« L'Avenir, c'est la France, et le Marché Commun. »

La France... Nous voilà précisément au cœur du problème.

Depuis des générations l'École Nationale et l'histoire officielle, nous présentent une France éternelle, avec ses frontières dites naturelles, et sa « mission universelle »...

La France « mère des lettres et des arts », patrie de la Liberté, « soldat de Dieu et de l'humanité »... (rès qu'quo ?)

Le rattachement des diverses provinces à Paris, grâce à la « sagesse de nos bons rois », aurait soulevé l'enthousiasme des populations, heureuses et fières de devenir Françaises.

« Et les morts disent... »

C'est vrai, nous étions bien contents

de vivre sous la France

et de mourir pour elle

à Wagram Fontenoy Marengo

Marignan Dien Bien Phu Verdun

Les Dardanelles, Alger, Béziers,

Carcassonne, Minerve, Muret et Montségur. » Ecrit, ironiquement, Jean Larzac (« L'étrangère del dedins », Ed. P.J. Oswald).

Voyons, comment ne pas être fier de verser son sang pour la France ?

Les mythes sont tenaces... et s'adaptent aux temps.

Au mythe de la grandeur impériale française, et de la mission civilisatrice, succède, depuis la perte de l'Algérie, le mythe d'une nouvelle République qui se veut meilleure que les précédentes et qui s'invente un destin de leader Européen...



UNE IDÉE CERTAINE DE LA FRANCE

France « Une et Indivisible »...

D'accord... Mais alors, comment expliquer « les constants appels du Pouvoir à l'Unité Nationale, de même que les réticences et les hésitations du Gouvernement devant une Régionalisation chaque jour plus nécessaire », écrit Ph. Carrer dans « Le Monde ».

Il ajoute : « La vérité, c'est que les dirigeants Français n'ignorent pas (et l'inconscient collectif du peuple non plus) ce que quelques voix discordantes font entendre aux quatre coins du pays... ».

Depuis quelques années, en Bretagne, au Pays Basque, en Occitanie, des jeunes, des intellectuels..., de plus en plus nombreux, prennent la parole pour dénoncer le scandale de l'histoire violée, et pour substituer, comme le dit R. Lafont, au mythe intemporel « d'une certaine idée de la France », la volonté de se faire « une idée certaine de la France ».

« J'en ai des choses à dire dans les lignes que me refusent les journaux, sur les écrans que me refuse l'O.R.T.F., écrit J. Larzac, des choses que, maintenant, mêmes les miens ne peuvent pas entendre... »

Les légendes s'effacent devant la Vérité Historique rétablie...

Les fumées du Bûcher de Montségur viennent noircir l'image idyllique du « bon Saint-Louis » à l'ombre de son chêne...

La France, « la douce entre les héroïnes » que chantaît Gabrielle d'Annunzio, révèle son vrai visage, celui d'une nation colonisatrice qui a conquis et asservi, au prix des pires cruautés, des peuples libres, qui avaient leur langue, leur culture, leurs traditions et leurs valeurs propres...

DE BÉZIERS...

...A L'INDOCHINE

La résistance, parfois violente, mais le plus souvent cachée, et d'autant plus profonde des peuples passés sous le joug cède le pas au cliché officiel des gentils provinciaux, aux parlers amusants et costumes folkloriques.

Martyrs Cathares, Faidits Languedociens, Camisards... Vignerons de 1907... forcent, aujourd'hui les portes de l'histoire.

« France... dévastatrice, écrit Larzac,

« De Béziers à l'Indochine, tu as troué des peaux de toutes les couleurs. Tu as amoncelé dans tes banques de l'argent de toutes les odeurs. Tu as entassé dans tes musées les souvenirs de toutes les horreurs... Mais, tu crèveras de dedans... France-Cancer, on t'a coupé l'Afrique, et l'Indochine. Maintenant, on t'enlève la Guadeloupe, et, ce n'est pas fini... »

Certes, un langage qui surprend, un langage que tout le monde n'est pas préparé à entendre.

Mais, un langage de plus en plus écouté par les victimes du « Colonialisme Intérieur », de la sous-industrialisation, du chômage, de l'émigration, des camps militaires, et des « marchands de soleil »...

Dans notre midi, Vignerons, petits commerçants et artisans, étudiants, fonctionnaires déportés sont de plus en plus sensibles au message de jeunes Troubadours : Marti, Patric..., des jeunes écrivains, ou du « Teatro de la Carriera » qui parcourt les villages en jouant « Mort et Résurrection de M. Occitania »...

CALENDRIER J.E.F.

Mars :

9 - 11 : Congrès de la JEF Allemagne (Berlin) ;
Réunion du Comité Fédéral de la JEF.

23 - 24 : Stage d'information sur la "politique jeunesse" européenne, organisé par le Bureau Européen de Coordination des Organisations Internationales de Jeunesse (Bruxelles) (B.E.C.O.I.J.)

31 mars au 5 avril : Stage en langue française et allemande, à l'intention des jeunes professionnels et syndicalistes sur "l'Europe en formation et les jeunes travailleurs". (Boulouris) organisé par le Centre International de Formation Européenne (C.I.F.E.)

12 - 16 avril : 12th European Seminar
"European Parties - Is the Time Ripe ?"
(Cambridge) (S.U.E.)

13 - 15 avril : Congrès de Réunification MFE / AEF.
(Bruxelles)

15 - 20 avril : Séminaire en langues française et anglaise à l'intention des cadres, des universitaires et des enseignants sur "l'Europe dans le monde et les défis de la société moderne".
(Aosta) (C.I.F.E.)

11 - 13 mai : Congrès du Mouvement Européen ;
Réunion du Comité Fédéral de la J.E.F. (Londres).

1 - 3 juin : Conférence sur "Les Travailleurs migrants - possibilités de leur participation à la vie politique et sociale dans les pays qui les accueillent".
(Esslingen - R.F.A.)

Calendrier JEF (suite)

14 - 16 juin: Séminaire organisé par le B.E.C.O.I.J. sur "le 3^e Monde" (lieu inconnu)

21 - 24 juin: Séminaire sur "Presse et Information" pour les chargés de presse et rédacteurs de la JEF ; visite d'information aux Communautés européennes. (Bruxelles) (J.E.F.)

1 - 15 août: Séminaire sur "développement régional et migration" (lieu inconnu) (J.F.F.)

5 - 9 septembre: Séminaire de formation de la JEF. Réunion du Comité Fédéral de la J.E.F. (Lyon).

17 - 23 septembre: Séminaire sur les "travailleurs migrants" (Strasbourg) (B.E.C.O.I.J.)

2 - 4 novembre 73: 2^e Congrès Européen de la J.E.F. (lieu inconnu)

6 - 8 décembre: Séminaire d'information sur "l'Union économique et monétaire" (lieu inconnu) (B.E.C.O.I.J.)

Adresses : Bureau de Coordination des Organisations Internationales de Jeunesse . 27, rue du Taciturne, B-1040 Bruxelles.
 Centre International de Formation Européenne
 Service des Stages
 4, Bd. Carabacel - 06000 Nice.
 J.E.F.: Secrétariat International 14, rue Duquesnoy
 B-1000 Bruxelles.

**L'EUROPE
 CHANCE DE L'OCCITANIE ?**

Ce réveil, cette « résurrection » des ethnies assimilées par la terreur, et par une centralisation séculaire, gêne le Pouvoir, à un moment, précisément, où il convient de construire l'Europe...

A la lumière de la prise de conscience régionale, on comprend mieux l'ambiguïté des propos tenus par le gouvernement sur l'avenir politique de la Communauté Européenne, et ses réticences devant un projet de Régionalisation, qui semblent avoir été mis aux oubliettes...

L'Europe est une nécessité sur le plan économique, mais elle doit devenir une réalité politique pour vraiment faire le poids à l'échelle mondiale.

D'où les angoissantes questions que se pose le Pouvoir, contraint de suivre ce courant irrésistible...

« Il se demande, dit Ph. Carrer, si l'Etat Français, se dessaisissant de pouvoirs étendus vers le haut en faveur d'une autorité Européenne, et, vers le bas en faveur de ce que, faute de mieux, on peut appeler technocratiquement les régions, ne perdra pas toute réalité. »

La Renaissance Occitane, Bretonne, Basque, loin d'être anachronique, ou en contradiction avec l'Idéal Européen, en est, au contraire, la conséquence, voire le complément logique...

L'Europe peut être une chance pour les ethnies minoritaires opprimées.

En affaiblissant le gouvernement de Paris, par l'instauration d'un inéluctable Pouvoir supranational, elle peut leur ouvrir les portes de la prison hexagonale...

Pour les autonomistes Basques, il n'y a déjà plus de Pyrénées...

« Comment croire, écrit Ph. Carrer, que ces régions tenues si longtemps en état de sujétion, et, soucieuses de retrouver leur identité, ne seront pas tentées de sauter l'échelon national français, pour s'adresser à un sommet qui, peut-être, les ménagerait davantage... »

L'Europe, construction artificielle, née autour des tapis verts, devra, d'autre part se forger une âme...

Elle n'y parviendra que par un retour aux sources régionales, aux Valeurs Vraies...

Alors, pas sérieux le mouvement Occitan ?

Et quand bien même...

N'oublions pas, comme le rappelait Thierry Maulnier dans « Le Figaro », qu'au IX^e siècle, le Duc occitan Bernard eut « dans les bras de la belle Judith la Bavaroise, l'audace et l'honneur de cocufier Louis-le-Débonnaire. »

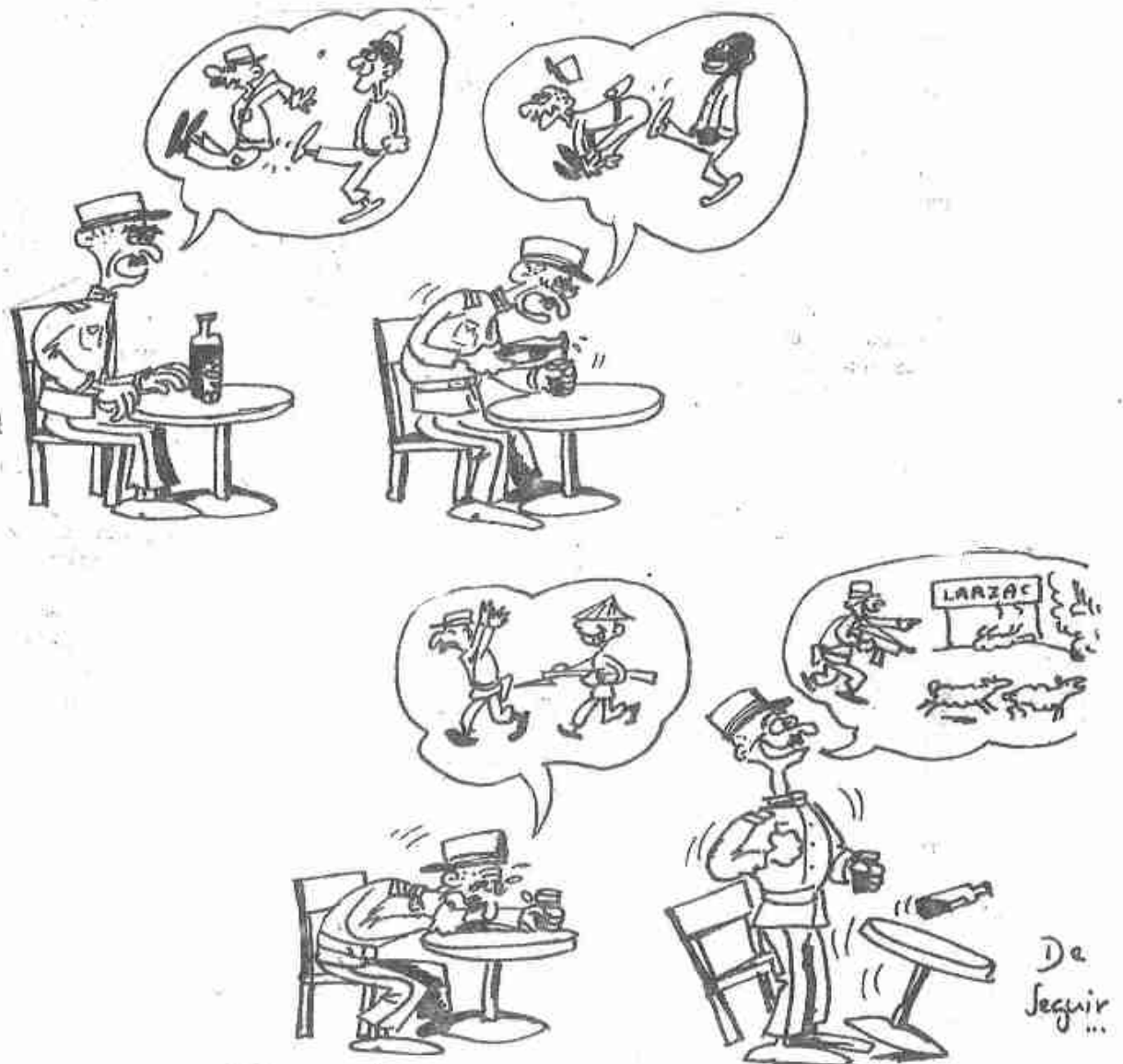
Ainsi, il y a plus de mille ans, en la personne de l'héritier du grand Charlemagne, nous ridiculisons déjà l'Europe...

+++++
 AU SUJET DU LARZAC.
 +++++

+++++
 Les Fédéralistes et le Larzac.
 +++++

Monsieur Debré parti, le Larzac reste. Demeure un problème. Et, bien entendu, il ne faut pas s'attendre à ce que M. Galley fasse des concessions : la grève des "aiguilleurs du ciel" nous a appris que ce n'était pas dans ses manières.

On a tellement parlé du Larzac que revenir sur les arguments, pour ou contre, serait oiseux. Chacun s'est établi dans ses certitudes : cela fait penser à l'Affaire Dreyfus!



(Dessin de Lutte Occitane).

.../...

Je suppose que les fédéralistes puisqu'il y en a encore quelques uns dans ce pays, se sont intéressés à la question et ont fait leur choix. On imagine mal qu'ils puissent avoir admis la transformation du Larzac en camp d'entraînement pour militaires français ou européens. Mais comme ils se sont généralement abstenus d'émettre leur opinion, j'estime que c'est parce qu'elle était évidente et j'en conclus qu'ils sont du même parti que moi. (je n'ose pas écrire du même camp que moi!).

En-effet quel scandale ce serait que des fédéralistes foulent au pied les principes fondamentaux sur lesquels se fonde leur action et qu'ils souhaitent voir reconnus et appliqués!

Le Larzac est une région bien spécifique, sur laquelle vit une collectivité dont l'existence n'est mise en doute par personne, une collectivité qui a bien le droit de vivre chez elle et comme elle l'entend, et dont nul, fut ce l'Etat français, ne peut disposer, sans l'avoir au préalable consultée. Encore est il bien évident que "consulter" ne veut rien dire si l'on a décidé de ne pas tenir compte d'un refus possible et de passer outre. L'Etat doit admettre au départ que ses arguments puissent ne pas être trouvés convaincants. On voudra bien admettre que je ne me fais pas ici le défenseur du droit de propriété que nous avons hérité du XIX^e siècle bourgeois, ni d'un régionalisme passéiste, fût-il revu et corrigé par les réformateurs. Mais les paysans du Larzac travaillent leur terre, et on sait qu'ils le font remarquablement. On sait d'autre part que cette terre est culturellement très riche : je parle de sa beauté, de son écologie, de ses sites archéologiques. C'est aussi l'un des lieux où la Langue d'Oc est d'une qualité exceptionnelle. L'argument n° 1 a guère été utilisé. Mais je veux croire que les fédéralistes n'y sont pas insensibles. Et les trésors linguistiques vivants valent bien qu'on ne les brade pas. Or tout cela, et beaucoup d'autres choses, on en veut l'immolation pour que des tanks puissent se balader, des canons tonner, et des hommes s'entraîner à donner la mort.

C'est ici que les fédéralistes, n'en doutons pas, voient rouge. Comme voit rouge toute cette jeunesse qui a arpenté les rues de nos cités pour réclamer des sursis - ce qui me laisse bien froid - mais, encore plus, l'appétit venant en manifestant, pour s'en prendre à l'existence même de l'armée. De l'armée française. Propagande des gauchistes, a affirmé M. Debré, ces méchants qui veulent "détruire, à travers l'armée, l'image de la nation". Là encore comment un fédéraliste conséquent avec lui-même pourrait il ne pas être d'accord ? Pleinement d'accord ! Pas avec M. Debré, bien entendu ! Il faudrait, c'est vrai, commencer par montrer que ce mot même de "nation" ne peut vraiment pas signifier la même chose pour les fédéralistes que pour M. Debré. Mais ce n'est pas le problème. De toute façon, il n'y aura pas d'Europe, les fédéralistes en sont convaincus depuis longtemps - mais ils ne le disent pas assez, n'en tirent pas toutes les conséquences - tant que subsistera la "nation" chère à M. Debré et à tant d'autres ; je précise : tant que subsistera l'Etat-nation. La destruction de l'ordre ancien passe inévitablement par la subversion dans les casernes.

Certes, les fédéralistes ne sont pas naïfs au point de croire que les lycéens politisés ou pas, les trotskistes, les gauchistes, etc. sont en train de leur tirer les marrons du feu. Les fédéralistes savent seulement ceci : que la mise en cause de l'armée par la jeunesse apporte de l'eau, beaucoup d'eau à leur moulin. Un point c'est tout !

Les pacifistes, insoumis, etc. ont des tas de bonnes raisons d'être antimilitaristes. Les gauchistes et assimilés - assimilés par les bien-pensants auxquels je veux croire que n'appartiennent pas les fédéralistes - en ont d'autres. Les fédéralistes en ont d'autres encore. Cela

en fait beaucoup. Si l'on pense d'autre part que cet antimilitarisme se déploie dans d'autres pays européens, on constate avec plaisir que la notion classique d'armée nationale est en train d'en prendre, comme on dit, un bon vieux coup.

Or c'est justement au moment où la machine se détraque, où des hommes et des femmes de plus en plus nombreux veulent la balancer à la ferraille, c'est justement à ce moment là qu'on gigantise le camp déjà existant du Larzac (sans parler des plateaux d'Albion et de Canjuers, du Pic St. Loup, de la Sainte Baume et des camps des Landes, etc. ; tout cela remarquons-le pour la seule Occitanie), c'est justement à ce moment là qu'on envisage de déporter une population laborieuse et relativement prospère. Et qu'on rais de la certe un des hauts-lieux de l'Occitanie. Et pour quoi faire ? Pour entraîner l'armée française et les autres armées nationales européennes (dont le maintien demeure un sujet de scandale pour les fédéralistes) à lutter contre la guérilla, c'est-à-dire à maintenir l'ordre ancien stato-national.

L'affaire du Larzac est donc bien autre chose qu'une régrétable péripétie. Elle se situe au coeur d'un combat essentiel. D'un combat que les fédéralistes doivent faire leur, si ce n'est déjà fait. Les ouvriers de la onzième heure sont admis. Ils sont même indispensables. Garder le Larzac à la vie civile, à la paix pastorale, à l'Occitanie ce sera porter un coup, n'en doutons pas, fatal à ces imbéciles décorés ou pas mais sacrément dangereux : ceux qui vibrent à l'évocation des grandes boucheries de toutes les guerres (Rocroy, Verdun et Rivoli comme chante Marti) et dont le pouls bat au rythme de la Sambre et Meuse. Et qui, bien entendu, ne veulent pas entendre parler de fédéralisme. Et ne consentent à parler d'Europe que pour éviter de l'édifier.

Bernard Lesfargues. (⊗)

(⊗) Membre de la Commission française du M.F.E. ; responsable du groupe de Lyon de Lutte Occitane.

PROPOSITION DES J.F.E. - RHONE-ALPES.

Les sursis on s'en fout, on ne veut plus d'armée du tout !

Les jeunes fédéralistes n'ont pas attendu la loi Debré pour contester le service militaire obligatoire. (cf. "Enquête sur le service militaire obligatoire en Italie et à Lyon). Les fédéralistes refusent les institutions de la violence légitimée, représentées aujourd'hui par les Etats-armés. Les jeunes veulent "détruire à travers l'armée l'image même de la nation", dit Debré. Les fédéralistes aussi. Notre objectif ultime est l'élimination des ramées dans une communauté où les rapports entre les hommes ne seront plus fondés sur la force, mais sur le droit, où seront abolies les frontières qui font de l'homme un étranger pour l'homme et où tout homme considérera ses semblables comme des fins et non comme des moyens.

Les fédéralistes revendiquent pour les hommes, ici et maintenant, un droit fondamental : le droit de ne pas tuer. Jusqu'à présent, nous avons commis l'erreur de croire qu'il suffisait de critiquer l'Etat national et de dénoncer l'armée à conscription obligatoire, comme

instrument de manipulation des consciences, de transformation des citoyens en sujets obéissants.

Cet appel n' a pas été entendu par l'opinion publique, la jeunesse et les organisations antimilitaristes, pacifistes et non-violentes, parce qu'il était trop étranger à leurs luttes quotidiennes.

Le moment est venu où les objecteurs de conscience, les organisations de lycéens et d'étudiants, les mouvements antimilitaristes et fédéralistes peuvent entreprendre une bataille commune : il s'agit d'exiger la reconnaissance du droit de ne pas tuer.

Les J.F.E. -Rhône-Alpes, proposent de présenter à l'Assemblée Nationale et au Sénat une pétition pour la création d'un service civil dans les collectivités territoriales (protection civile, protection de la nature et lutte contre la pollution, sauvegarde du patrimoine artistique, aide aux personnes, assistance scolaire, aide aux immigrés, développement des régions les plus pauvres...).

Le libre choix d'un service militaire ou civil dans les collectivités territoriales signifierait la fin du monopole national de la vie publique et constituerait une étape décisive vers l'abolition de la conscription obligatoire, c'est-à-dire vers le dépassement de l'Etat national.

PROPOSITION DE LYON ET MILAN A LEURS VILLES JUMEELES.

=====

Les fédéralistes de Birmingham ont invité les groupes de Francfort, Lyon et Milan (villes jumelées à la leur) à leur faire une proposition d'action commune pour l'année en cours.

Plutôt qu'un thème d'action nouveau, lyonnais et milanais ont suggéré à leurs amis d'outre-Rhin et d'outre-Manche une forme commune d'action entrant dans la perspective tracée à Bruxelles par le rapport politique de Mario Albertini et le plan de campagne en vue du sommet sur l'Union Européenne présenté par Sergio Pistone.

Mobiliser les forces favorables à l'Europe démocratique et fédérale n'est pas une mince affaire. Ces quatre villes peuvent fournir une contribution décisive à l'assemblée populaire contemporaine du prochain sommet et à la bataille des élections directes.

La proposition commune de Lyon et de Milan consisterait à organiser successivement dans les quatre villes jumelles trois journées fédéralistes non-stop, articulées en :

- 1). Six débats :
- Technocratie autoritaire ou Démocratie Fédérale ;
 - Marxisme et Fédéralisme ;
 - Elections Directes et Grève Européenne ;
 - Quel Capitalisme ou quel Socialisme pour quelle Europe ;
 - L'Union Populaire pour quoi faire ?
 - Quelle Constitution pour l'Europe ?
- 2). Cinq face à face :
- La Conscription Militaire Obligatoire ;
 - Les Travailleurs Immigrés ;
 - Etat-nation et Sociétés Multinationales ;
 - Décoloniser la Région ;
 - l'Autogestion en Question.

.../...

3).

- Quatre rencontres :
- Initiation au Fédéralisme ;
 - Kant ;
 - Hamilton ;
 - Proudhon.

Les responsables régionaux intéressés se rencontreront à Lyon en juin pour arrêter un projet détaillé et adapté aux débats politiques nationaux respectifs, notamment allemand et britannique.

+++++

CONVOCATION DU 2° CONGRÈS EUROPÉEN DE LA J.E.F. :

=====

Ce point a été abordé lors des dernières réunions du Comité Fédéral de la JEF, notamment à Londres et à Berlin (les 10 et 11 mars à Berlin).

JEF - Info. n° 3 (avril 1973) précise à ce sujet :

"Ce point sera traité lors de la réunion du Comité Fédéral à Bruxelles. Johan Bengt Ahlson, Guido Montani et Peter Osten doivent discuter des propositions à l'air concernant l'envergure du Congrès, le mode de convocation et la révision des statuts.

Le Congrès aura lieu, selon la décision de Londres, les 2-3-4 novembre 73. Il se tiendra probablement en R.F.A. ce qui présente entre autres avantages le fait que l'on obtiendra des subsides de l'Office National pour la Jeunesse (Mannheim - Stuttgart) V

+++++

SEMINAIRE "PRESSE ET INFORMATION", en juin à Bruxelles :

=====

A Bruxelles doit avoir lieu en juin un séminaire sur l'information, combiné avec une visite de la Communauté. Doivent y être invités les responsables des différents bulletins fédéralistes (Forum E ; Eu Zeitung ; S.U.E. ; The Federalist ; Le Fédéraliste ; La Lotta Continua (?) ; Federalismo Militante ; Lo Sciopero Europeo ; Fédéchoses ; Fédéralisme Européen ; Perpetuum Mobile ; Le Courrier Lillois ; Europa Stimme ; Der Europäer ; Europeus ; Nouvelle Europe ; Nieuw Europa ...)

Hélène Redresa (presse et information) rédigera avant le séminaire une circulaire-questionnaire sur ce thème.

Hélène Redresa c/o J.E.F. 14, rue Duquesnoy
1000 - Bruxelles.

+++++

Jeunesse Européenne Fédéraliste : Communiqué de Presse.

Le Comité Fédéral de la Jeunesse Européenne Fédéraliste, réuni à Berlin, le 12 mars 1973, condamne la situation actuelle de répression et le manque de liberté dans lequel se trouve actuellement le peuple espagnol.

Le Comité Fédéral de la JEF suggère aux organisations régionales de multiplier les occasions de critiquer et de condamner le régime

Pour sortir de cet immobilisme institutionnel, il faut former la volonté politique de nos peuples pour et par l'élection directe du Parlement Européen. L'élection unilatérale serait une étape importante vers ce but.

L'U.E.F. demande à la Commission Européenne d'assurer pleinement ses responsabilités en proposant formellement dans son rapport pour le prochain Sommet prévu en 1975, que la première élection ait lieu en 1977.

L'U.E.F. demande en même temps à ses militants d'approfondir et d'intensifier le débat sur le contenu social et les orientations politiques de l'Europe.

Notamment dans les domaines suivants :

- la structuration progressive des partis et des syndicats au niveau européen ;
- la définition des rapports de l'Europe avec les Etats-Unis ; avec les autres pays industrialisés ; et ceux du tiers-monde ;
- la sécurité européenne et la réduction équilibrée des armements dans le contexte de la politique Est-Ouest ;
- la réalisation de l'Union Economique et Monétaire ;
- la politique régionale qui requiert plus d'autonomie ;
- la politique sociale ; les rapports entre travailleurs et entreprises ; le défi que constituent les millions de travailleurs migrants ; les problèmes de la croissance et de la qualité de la vie.

|||||

Communiqué de presse

Le Congrès des Fédéralistes Européens, réuni à Bruxelles, du 13 au 15 avril 1973, vivement impressionné par les graves épisodes de violence fasciste de ces jours, à Milan :

- exprime sa grande préoccupation face à la manifestation d'un dessein précis de subversion de l'ordre démocratique dans un pays membre de la Communauté Européenne ;
- souligne la signification de tels épisodes, qui indiquent une évolution susceptible d'aggraver, même sur le plan politique, les risques déjà implicites dans la situation actuelle, de voir l'Italie sortir de la Communauté Européenne et de voir s'accroître dans toute l'Europe, le danger d'une évolution autoritaire, préjudice évident pour la constitution d'une Europe fédérale ;
- invite toutes les forces politiques italiennes et européennes qui ont participé à la résistance antifasciste et tous ceux qui se réclament de cet idéal, à réaffirmer leur solidarité efficace face à la menace renouvelée ;
- souhaite que les principes de la constitution italienne et que les lois contre la reconstitution du parti fasciste dissout trouvent leur pleine et rapide application et que le Parlement italien donne l'autorisation d'agir contre le leader politique du "Movimento Sociale Italiano", Almirante, comme l'a déjà depuis longtemps demandé la magistrature.

|||||

Communiqué de presse

Le Congrès de l'U.E.F.

rappelant que le régime fasciste en Grèce, six ans après le coup d'Etat des colonels, est toujours au pouvoir et qu'il a même intensifié son action de répression contre les forces démocratiques ;

constatant que ce régime est tenu en vie non seulement avec l'aide des U.S.A. mais aussi du fait de l'inertie des gouvernements européens ;

convaincu que cette inertie ne correspond nullement à la volonté antifasciste du peuple européen ;

affirme que le fascisme en Grèce n'est pas un problème du peuple grec mais également de tous les démocrates en Europe, et que seule la lutte pour une démocratie européenne pourra libérer le peuple grec de la dictature et l'Europe du danger fasciste ;

s'engage à soutenir activement et jusqu'au bout la Résistance grecque ;

invite les autorités européennes à intervenir en faveur des courageux grecs, en particulier des étudiants persécutés ainsi que de leurs défenseurs emprisonnés actuellement.

oooooooooooooooooooooooooooo
* * * * *

D'autre part le Comité fédéral de la J.E.F. (Berlin 11 mars 1973) a voté une motion du même type, précisant notamment :

"...

Estime que ces mesures répressives outrepassent d'une part les droits fondamentaux des citoyens dans un pays démocratique et d'autre part, la liberté individuelle, la liberté des idées et la liberté d'expression et de circulation et estime que la liberté et la démocratie n'existeront réellement pour le peuple grec que si les organisations internationales exercent toute leur influence pour atteindre ce but ;

Proteste donc contre l'apathie du Mouvement Européen qui n'a pas respecté les instructions concernant le gouvernement grec, reçues lors de son 24^e Congrès de Bonn ;

Mandate le Bureau Exécutif de la J.E.F. pour diffuser l'information aux membres de la J.E.F. et aux autres organisations européennes sur les développements politiques en Grèce ;

Demande qu'il n'y ait pas de tentative de rapprochement entre la Grèce et la Commission des Communautés Européennes et que toute tentative d'associer la Grèce ou d'autres Etats non-démocratiques à des accords d'intégration économique avec la Communauté, soient exclus."

|||||

"Etudes sur le Fédéralisme"

Robert R. Bowie et Carl J. Friedrich

1^o Partie 695 pages. 45 Francs.
2^o Partie 675 pages. 45 Francs.

) Toute commande :
J.F.E.
6, rue de Trévise
75009 - Paris.

++++++
 | LETTRE DE GRECE. |
 =====
 ++++++

Note de Fédéchoses :

Après le séminaire sur la "Sécurité Européenne et les Relations Est-Ouest" tenu à Londres en décembre 1972 par la JEF et organisé par les Students for United Europe (section britannique de la JEF-internationale), le n° 1 du bulletin JEF-Info (janvier 1973) a publié un document élaboré par un groupe de jeunes grecs invités à ce séminaire et que les Colonels d'Athènes empêchèrent de s'y rendre.

Au moment où la Résistance au régime fasciste des colonels s'accroît en Grèce nous publions cette lettre comme nous l'ont demandé ses auteurs.

JEF-Info ayant publié cette lettre en anglais nous avons hésité quant à l'opportunité d'une traduction française de ce texte.

Pour des raisons évidentes de sécurité, ses auteurs étant passibles de poursuite dans leur pays, ce texte doit rester anonyme.

(Traduit de l'anglais par Bernard Dolet).

°°°°°°°°°°°°°°°°°°°°

Lettre d'étudiants grecs :

Nous sommes des étudiants grecs ; nous pensons exprimer l'opinion de la majorité des étudiants de ce pays.

On ne peut résoudre aucun problème, national ou international, sans un libre échange d'idées. Malheureusement, depuis maintenant six ans, notre pays nous refuse ce droit. Nous luttons pour son rétablissement.

Vous mêmes qui jouissez dans votre pays de la liberté de pensée et d'expression, qui vous intéressez à des problèmes comme celui de la Sécurité Européenne, nous espérons que vous n'oublierez pas que l'existence d'un régime dictatorial en Europe et au sein des organisations internationales nuit grandement à la volonté constamment exprimée par les nations européennes de garantir en permanence la paix et la sécurité.

Nous ne pouvons séparer le problème de l'O.T.A.N. de la situation politique présente en Grèce.

A cet égard, il est indiscutable que l'attitude actuelle des membres de cette organisation assure la perpétuation du régime grec.

Les troupes de l'OTAN sont installées dans notre pays alors que notre peuple n'a aucun droit de regard sur leurs conditions de séjour et le rôle qu'exercent ces forces militaires face à ses exigences nationales.

Dans ces conditions, l'on peut légitimement se demander si le terme "d'armée d'occupation" n'est pas justifié. Nous ne croyons pas que la liberté puisse être sacrifiée pour des raisons de sécurité. L'OTAN étant une alliance militaire poursuivant des buts précis a intérêt au maintien des gouvernements des états membres et de leur puissance militaire. Tant que ses intérêts ne sont pas menacés l'OTAN se soucie peu du caractère non représentatif des gouvernements et du mépris qu'ils manifestent vis-à-vis des exigences populaires. Dans ces conditions, le peuple grec ne peut voir en l'OTAN qu'un instrument d'oppression.

En ce qui concerne la Communauté Européenne, nous sommes tout à fait conscients que le gouvernement grec redouble d'efforts pour isoler la Grèce de l'Europe, qui est son principal composant. Cet isolement, en dehors des conséquences économiques qu'il peut avoir, affecte également les domaines sociaux, culturels et de l'enseignement. La population grecque risque de se couper des racines de sa civilisation, de sa continuité historique, de ses traditions populaires, de se transformer en un magma informe et sans volonté, empruntant à l'étranger ses coutumes, créant de faux besoins, dépendant en permanence du bon vouloir des pays tiers pour sa défense. Notre économie, notre vie intellectuelle, nos loisirs, notre art populaire, nos moyens d'information, toutes les parcelles de notre vie privée dépendent de plus en plus chaque jour de forces obscures ou incontrôlées, de mécanismes inconnus qui tendent peu à peu à une complète aliénation de toute conscience indépendante et de tout esprit libre.

Ce que nous avons dit plus haut n'implique pas une reconnaissance sans réserve de la C.E.E.. A notre avis, la Communauté doit être critiquée car ses intérêts sont liés à ceux des grandes sociétés européennes et que ses structures sont entièrement capitalistes. Néanmoins, il est vital pour notre pays de ne pas se couper des pays libres d'Europe. Pourrions nous rester une nation hors de ce continent ? Nous ne devrions rentrer dans la C.E.E; que si cela correspond réellement aux vœux de notre peuple; il conviendrait alors que celui ci puisse penser et s'exprimer librement dans le cadre d'un régime démocratique. Si nous étions admis aujourd'hui au sein de la CEE, cela ne pourrait servir que les intérêts de la Junte et des puissances économiques qu'elle recouvre ; leur position n'en serait que renforcée. Nous pensons que nous ne devons pas manquer cette occasion de vous informer des mesures prises par le gouvernement contre les étudiants qui veulent maintenir leur esprit en éveil.

Quelques uns des moyens employés sont les suivants :

- 1° Les étudiants sont interpellés et interrogés à la direction de la Sûreté.
- 2° Ils sont arrêtés et détenus en cellule sans motif et sans mandat d'arrêt ;
- 3° Ils sont brutalisés par les services de sécurité dans les locaux de la police et dans les lieux publics ;
- 4° Traduits devant les conseils disciplinaires de l'université ;
- 5° les professeurs donnent les diplômes en fonction des activités et non des connaissances.

6° On a usé de la fraude et de la violence pour fausser les résultats des élections étudiantes ; (20 novembre 1972).

7° Certains étudiants se sont vu retirer leur sursis et contraints d'effectuer leur service militaire.

8° Les passeports de nombreux étudiants ont été supprimés.

En vous envoyant cette lettre, nous avons l'espoir que vous prendrez nos problèmes en considération et que vous prendrez position. En informant l'opinion publique à l'étranger, en manifestant ou en dénonçant le traitement infligé à vos camarades étudiants en Grèce, vous nous serez d'un grand secours.

Nous pensons que la domination de l'homme par l'homme ne fait que grandir dans le monde.

Sincères salutations.

o o o o o o o o o o o o

CELA NE VOUS FAIT PENSER A RIEN ?

(Le Monde du 30 mars 1973).

Article intitulé :

"Grèce.

De nouvelles arrestations à Athènes".

(page 6 ; 2° colonne ; 2 derniers paragraphes de l'article cité plus haut).

L' Italie d' Avant - Guerre.
↓

D'autre part, le gouvernement a accordé au mouvement de jeunes. Aitout une augmentation de subvention de 1 milliard de drachmes par an. Aitout, du nom d'une organisation fondée il y a plus de deux mille ans pour donner aux jeunes Grecs de formation toute une formation paramilitaire, entraîne garçons et filles dès l'âge de huit ans au maniement des armes.

Le mouvement était en contact depuis des lustres lorsque le régime militaire au pouvoir à Athènes décida de le relancer par une importante aide financière. En cinq ans, Aitout est passé de cinq cents à cinquante mille membres. Les membres du mouvement entraînés à l'usage des armes.



Mussolini

Connais Pas ?

Les Fédéralistes et la peine de mort :

+++++

Après l'exécution en juin d'un condamné à mort à Marseille, nous rappelons la prise de position de la J.E.F. (Secrétariat International) rendue publique le 29 novembre 1972 après les exécutions de deux autres condamnés : Roger Bontems et Claude Buffet.

La Jeunesse Européenne Fédéraliste :

- s'indigne de la position rétrograde du gouvernement français vis-à-vis de la peine de mort,
- s'étonne que dans un Etat qui se dit démocratique, le Chef de l'Etat et lui seul ait le pouvoir de décider de la vie ou de la mort d'un condamné quelqu'il soit.

Cette procédure est injuste et contradictoire avec le plein exercice de la démocratie, particulièrement dans un pays si fier de sa République. Mais peut-être que de légendaire la démocratie en France est devenue mythique.

+++++

Commission Française du M.F.E. : le 24 juin toute la journée, 6, rue de Trévise. 75009 Paris.

Lyon, le 8 mai.

En commun avec l'Association Internationale des Etudiants en Sciences Economiques et Commerciales (A.I.E.S.E.C.), les J.F.E. ont organisé une Conférence de B. Barthalay sur : "l'Europe et l'Inflation".

Cette conférence s'est déroulée à l'Ecole Supérieure de Commerce de Lyon.

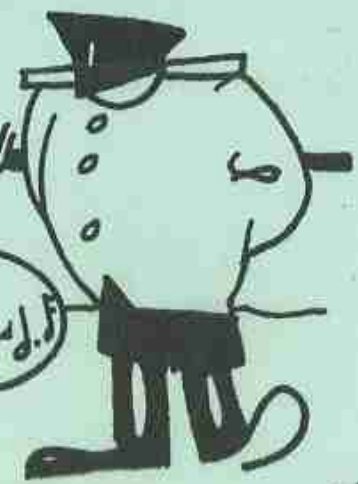
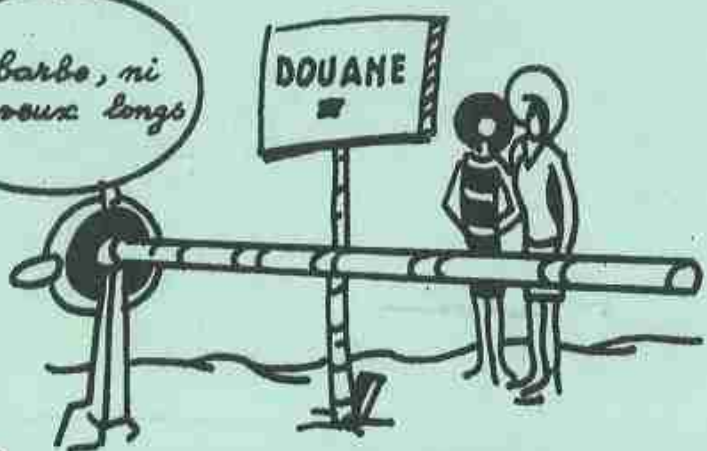
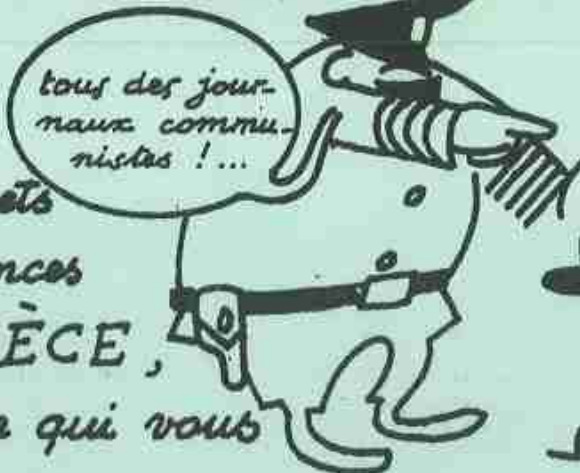
PRESSIONS D'EUROPE : 6, Rue de Trévise - 75009 Paris.

Catalogue sur demande et une revue : L'Europe en Formation (mensuelle ; 30 F.F.)

+++++

Nous désirions, dans ce premier numéro, rendre un dernier hommage à Robert EURON. Cela n'a malheureusement pas été possible et nous publions dans le prochain numéro un article de M. Morin.

pour préciser vos projets de vacances en GRÈCE, voilà ce qui vous attend



Il y a de Yaref tout confort



nous vous souhaitons de bonnes vacances



ailleurs